

Les terres Saint-Michel au 18e siècle

À l'origine, au 18e siècle, les terres de Saint-Michel étaient la propriété de la seigneurie de Montréal, appartenant à la congrégation des Sulpiciens. Les habitants étaient pour la majeure partie des agriculteurs qui vivaient de leurs récoltes.

On raconte que ces cultivateurs devaient partir une journée à l'avance pour se rendre au marché Bonsecours. Ils dormaient dans leur charrette pour arriver tôt le matin afin de vendre leurs cueillettes.

Sur la route, ils croisaient des charretiers transportant de la pierre vers la ville, extraite des carrières Dupré et Labesse, qui deviendront respectivement Francon et Miron.

À cette époque, les propriétaires terriens étaient responsables de l'entretien des routes du village. C'est ainsi qu'en 1707, la seigneurie contraint les habitants à ouvrir la montée Saint-Michel, aujourd'hui le boulevard Saint-Michel.

Pour se rendre au village, les voyageurs empruntaient le chemin Papineau, en direction nord, pour atteindre le chemin de la Côte-de-la-Visitation, le boulevard Rosemont.

Ensuite, ils croisaient la montée Saint-Michel. S'engageant sur celle-ci, ils pouvaient se rendre jusqu'à la petite Côte Saint-Michel, aujourd'hui la rue Jarry.

À cet important carrefour, on pouvait s'y reposer avant de continuer la route vers Sault-au-Récollet, le nord de la ville, ou encore y ferrer son cheval ou faire réparer sa charrette puisqu'on y retrouvait un forgeron, mais aussi la présence de carrières et de fours à chaux afin d'approvisionner en pierre la construction des immeubles du sud de la ville.

On utilisait les fours à chaux afin de chauffer la pierre à très haute température et ainsi obtenir la chaux qui était par la suite refroidie et mélangée à du sable afin d'en faire du ciment, nécessaire à la construction des édifices et des maisons.

L'arrivée dans le 19e siècle n'apporte pas de grands changements à la vie des villageois de Saint-Michel. Les agriculteurs continuent de cultiver les champs de légumes et la terre.

Le magasin général est le lieu de rendez-vous des villageois et des voyageurs. À la croisée de la montée Saint-Michel et du chemin du Sault se trouve le village de la Petite-Côte, Saint-Michel.

À cette époque, les principales familles du village se nommaient Guinois, Lauzon, Scott, Corbeil, Robin, Pesant, Lafitte, Desrochers et St-André.

Une ville voit le jour!

En 1911, le clergé de Montréal inaugure la paroisse Saint-Bernardin-de-Sienne, qui englobe l'actuelle superficie du quartier Saint-Michel, et le premier curé de la paroisse est Joseph Édouard Bélaïr.

À la fin des années trente, Saint-Bernardin-de-Sienne sera subdivisée en de plus petites paroisses: Sainte-Bernadette (1938), Saint-Mathieu (1947), Saint-Damasse (1951), Sainte-Lucie (1958), Saint-René-Goupil (1959) et Sainte-Yvette (1960).

Un an après la formation de la paroisse Saint-Bernardin-de-Sienne, le village de Saint-Michel est créé, soit le 6 novembre 1912. À l'époque, il portait le nom de Village de Saint-Michel-de-Laval.

La première assemblée municipale se tient le 16 décembre 1912, sous l'autorité du maire Zéphirin Pesant, cultivateur de sa profession.

Le gouvernement du Québec octroie au village une charte le 19 février 1914, ce qui conduit, le 5 mars 1915, à obtenir le statut de ville, soit ville Saint-Michel.

En 1953, le statut de la ville est modifié et devient cité de Saint-Michel en vertu de la Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Michel.

De sa création en 1912 jusqu'à son annexion à Montréal en 1968, la cité de Saint-Michel comptera neuf maires :

- * Zéphirin Pesant (1913-1926),
- * Jos Robin (1926-1927 et 1934-1944),
- * J.-A. Saint-Denis (1927-1930),
- * Pierre Guinois (1930)-1934),
- * Paul Racette (1944-1949),
- * Charles Lafontaine (1949-1953),
- * Raymond Morin (1953-1955),
- * André Gillet (1955-1961)
- * Maurice Bergeron (1961-1968).

L'administration de la ville est composée, en plus du maire, de six échevins non-rémunérés qui siègent pour un mandat de deux ans.

La Seconde guerre mondiale entraîne un boom démographique

Près d'une dizaine d'années après sa création, soit en 1921, la ville de Saint-Michel ne compte pas moins de 1000 personnes...

L'évolution démographique sera lente jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale. En 1931, la ville aura 1 330 habitants et en 1941, plus de 2 800 personnes.

C'est à la fin de la Seconde Guerre mondiale que la ville de Saint-Michel connaît un boom démographique très important. La fin de la guerre signifie également des changements de configuration urbaine.

Les fermes disparaissent pour laisser place à la construction de maisons afin d'accueillir les gens du sud de la ville, mais aussi les soldats qui reviennent du front.

À la fin des années 40, le gouvernement fédéral met en place le programme War Time Housing qui permet la construction de centaine de maisons afin de reloger les militaires dans la ville de Saint-Michel.

Ce facteur mis en relation avec la présence des industries Miron et Francon, qui fonctionnent à plein rendement afin de fournir à la demande de construction de nouveaux édifices, expliquent l'augmentation substantielle de la population dans les années 40 et 50.

Au début de 1940, la cité de Saint-Michel compte 335 locataires, 963 propriétaires, 6 industries et 10 commerces. Au tournant des années 50, la cité passe de 6 000 à 48 000 habitants.

L'ouverture du boulevard Métropolitain en 1960 ajoute 20 000 nouveaux résidants dans le quartier.

Plan d'urbanisme déficient...

Le développement de Saint-Michel à cette époque se fait sans grande planification urbaine de la part des élus politiques du temps. La population du quartier doit vivre dans un environnement déficient à plusieurs points de vue.

Les problèmes rencontrés par la population trouvent leurs origines, entre autres, dans la présence des deux carrières, qui occupent près de 42 % du territoire de Saint-Michel.

La présence du boulevard Métropolitain, qui divise le quartier en deux parties : Saint-Michel nord et Saint-Michel sud, la proximité entre les résidences et les industries et le manque d'espaces verts sont également des problèmes importants.

Cette période est aussi marquée par la venue de populations d'origines culturelles diverses, notamment la communauté italienne qui s'installera autour des axes Saint-Michel et Papineau.

L'Hôpital Saint-Michel : 40 ans de loyaux services

Une nouvelle institution voit le jour au milieu des années 50 : l'hôpital Saint-Michel.

Dès 1956, l'hôpital accueille ses premiers patients, mais ce n'est qu'en 1964, lorsque l'ensemble des travaux de construction est complété, que le maire de l'époque, Maurice Bergeron, les dignitaires et les employés procèdent à la cérémonie d'inauguration.

L'hôpital sert la population du mieux qu'il peut, mais au milieu des années 90, la population de Saint-Michel assiste quasi-impuissante à la fermeture de l'hôpital Saint-Michel et à sa transformation en Centre d'hébergement et de soins de longue durée.

Ce changement important du centre hospitalier, dû aux compressions budgétaires et au virage ambulatoire entrepris par le ministre de la santé de l'époque, Jean Rochon, n'est pas sans susciter une grogne certaine de la part de la population, puisque la fermeture signifie l'abolition de 550 emplois sur 800.

La coalition “ Sauvons Saint-Michel ” est mise sur pied afin de trouver des alternatives à la fermeture. Les représentants syndicaux de l’hôpital se rendront même à l’Assemblée nationale afin de manifester leurs craintes et leur mécontentement.

Plusieurs actions sont mises de l’avant dans le but de sauver Saint-Michel : pétitions, marches de solidarité, lettres aux députés et pressions auprès de la Régie régionale, actions auxquelles la population du quartier est invitée à se joindre.

Le ministre Rochon ne bronche cependant pas et, au mois d’août 1995, les membres du conseil d’administration n’ont plus le choix d’adopter la résolution transformant l’hôpital en centre d’hébergement et de soins de longue durée.

L’urgence de l’hôpital fermera officiellement ses portes le premier décembre 1995, quatre mois avant la date prévue, suite, entre autres, au départ de neuf médecins.

Quant à l’hôpital, il cessera ses activités le 31 mars 1996, quarante ans après avoir accueilli ses premiers bénéficiaires et rendu de précieux services à la population de Saint-Michel.

Le règne du maire Bergeron

Lors du cinquantième anniversaire de la fondation de ville Saint-Michel, en 1964, l’administration municipale du maire Maurice Bergeron donne à la ville ses armoiries et un drapeau.

Cependant, la population ne goûtera que très peu de temps au nouvel emblème puisque, déjà à cette époque, l’administration Bergeron est sérieusement remise en question par les citoyens.

On reproche le manque de services municipaux destinés à la population et leur piètre qualité, le très peu d’efforts fait pour améliorer la qualité de vie des résidants et le développement désordonné de la cité.

Au milieu des années soixante, il est de plus en plus question que la ville de Montréal annexe les villes qui se trouvent sur son territoire et la cité de Saint-Michel n’est pas épargnée.

La question de l’annexion divise la population. Les annexionnistes soutiennent que la qualité des services municipaux serait accrue et que cela mettrait fin à la duplication des tarifs du transport en commun.

Cependant, le maire Bergeron l’entend autrement et, avec son équipe, il fait en sorte que la cité de Saint-Michel conserve son intégrité administrative.

Lors de la séance du conseil municipal du mois d’août 1964, le maire surprend les partisans de l’annexion en annonçant la tenue d’un référendum afin que la population se prononce clairement sur la question.

Au début du mois de septembre 1964, les Michelois et Micheloises se font entendre et se prononcent à 65 % contre l’annexion. La question refera toutefois surface quatre ans plus tard.

Des rumeurs de corruption...

Moment sombre de l'histoire de la cité de Saint-Michel, au mois de février 1968, l'administration du maire Bergeron est accusée de corruption.

Selon les résultats d'une enquête menée par un représentant du gouvernement du Québec, Clovis Sasseville, le maire et certains membres de son équipe auraient reçu des pots-de-vin lors de l'attribution de contrats de construction, notamment celui de l'aréna Saint-Michel.

Lors de l'enquête sur la gestion du maire Bergeron, la Commission municipale du Québec met la ville sous tutelle, signifiant que toutes les décisions prises par le conseil municipal devront être approuvées par cette commission.

Saint-Michel est annexé à Montréal

En 1968, la question de l'annexion de la cité Saint-Michel à la ville de Montréal refait surface. Dans le tourbillon des soupçons qui pèsent sur son administration, le maire Bergeron se déclare maintenant en faveur de l'annexion.

Comme en 1964, les camps pour et contre l'annexion s'organisent. Le maire s'en remettra encore une fois à la population pour décider de l'avenir de la cité. Un référendum sera ainsi tenu le 20 octobre 1968, et les citoyens se prononceront en majeure partie pour cette annexion.

Contrairement à ce qui était prévu, la transition se fait très rapidement. En fait, l'annexion est officialisée quatre jours après le référendum. Déjà, le 27 septembre 68, la ville de Montréal avait adopté le règlement 3720 annexant la cité de Saint-Michel à la suite d'une pétition de 4 000 signatures de Michelois et de Micheloises.

Après le référendum du 20 octobre, le conseil municipal de la cité tient sa dernière séance le 21 octobre. Lors de celle-ci, les conseillers municipaux de Saint-Michel entérinent le règlement 3720 de la ville de Montréal.

L'annexion entrera en vigueur le 24 octobre 1968, en vertu de la loi concernant l'annexion de la cité de Saint-Michel à la ville de Montréal.

À ce moment, on retrouve dans Saint-Michel 19 écoles catholiques, 9 écoles catholiques anglaises, une école protestante, 1012 commerces, 22 caisses populaires et banques, 19 édifices municipaux, 12 parcs, 334 manufactures et une population de 72 586 personnes, dont 13 250 sont locataires et 5 500 propriétaires.

Le passage de Saint-Michel du statut de cité à celui de quartier n'emporte pas avec lui les problèmes vécus par les citoyens.

Les opérations de dynamitage et d'extraction de la pierre chez Miron et Francon sont toujours ressenties par les résidents, les zones résidentielles côtoient toujours les industries et les manufactures.

Mais il y a aussi des axes routiers importants tels les boulevards Métropolitain, Pie XI et Saint-Michel rendent la vie difficile pour la population.

Tous ces éléments révèlent l'absence certaine de plan d'aménagement du territoire, privant ainsi la population d'une qualité de vie qu'elle mérite bien.

Saint-Michel tel qu'on le connaît

À la fin des années 60 et au cours des années 70, la vocation industrielle du quartier change peu à peu. Les fours à chaux et les hauts fourneaux nécessaires à la fabrication du béton se sont éteints.

L'activité des carrières Miron et Francon cesse progressivement et dans les années 70, la carrière Miron change à deux reprises de propriétaire, pour être acquise finalement en 1984, par la ville de Montréal.

La décennie 80, c'est aussi la construction du métro de Saint-Michel. Depuis 1972, des pourparlers avaient lieu entre les autorités municipales et le gouvernement québécois à propos du financement de l'infrastructure et du tracé que le métro emprunterait.

C'est finalement au coin du boulevard Saint-Michel et de la rue Shaughnessy que l'on décide la station de métro Saint-Michel. La patience des utilisateurs est cependant rudement mise à l'épreuve puisque les travaux seront retardés à plusieurs reprises, ils prendront en tout 18 mois.

Ce n'est finalement que le 16 juin 1986 que la station saint-Michel sera inaugurée en même temps que les stations Iberville, Fabre, Jean-Talon et de Castelnau.

D'hier à aujourd'hui...

Depuis sa naissance, Saint-Michel a connu plusieurs vagues de transformations qui ont tour à tour eu des effets sur la population du quartier.

Territoire agricole à ses débuts, le village a été bâti par des pionniers qui avaient à cœur la communauté. Et c'est sans doute ce qui a caractérisé le village, la ville et le quartier de Saint-Michel : la richesse des personnes qui s'y sont impliquées.

La présence des carrières Francon et Miron a été, pendant un certain temps, la fierté des citoyens à une époque où bon nombre de personnes y travaillaient.

La transformation de ces carrières en site d'enfouissement et de dépôt des neiges usées provoquera par contre le mécontentement des michelois et micheloises. Pendant plusieurs années, le dépotoir Miron sera l'objet de nombreuses luttes citoyennes.

Celles-ci donneront des résultats puisque la décennie 90 verra s'enrichir le quartier de nouveaux acteurs, dont le Cirque du soleil, la Cité des arts du cirque et le complexe environnemental de Saint-Michel.

La venue de ces acteurs laisse voir la vivacité de l'ensemble de la communauté micheloise, et comment elle a su anticiper l'entrée dans le deuxième millénaire.

À l'image des défricheurs du début du siècle, ceux d'hier et ceux d'aujourd'hui ne se sont jamais laissés abattre par des conjonctures défavorables.

Bien que le quartier soit classé aujourd'hui comme défavorisé, selon les statistiques, plusieurs forces vives et organismes communautaires du quartier contribuent à faire de Saint-Michel un environnement dynamique qui ne cesse de s'améliorer.

Les légendaires carrières de Saint-Michel

C'est dans les années vingt que débute l'exploitation à une plus grande échelle des carrières de Saint-Michel.

Connue au début du siècle sous le nom de carrière Labesse, la carrière Miron sera la propriété au tournant des années trente de la Canadian and Montreal Quarry.

Les frères Miron feront l'acquisition des terrains de la carrière en 1947 en y prévoyant une période d'exploitation de plus de 25 ans. À la fin des années 50, Miron construit une des plus grandes cimenteries en Amérique du nord.

Une carrière utile, mais polluante...

Les deux cheminées joutant celle-ci sont un véritable point de repère pour les Montréalais, mais également source de pollution pour les résidents du quartier.

Du haut de leur 125 mètres, les cheminées permettent de récupérer près de 80 % des poussières émises par la carrière, qui fournit alors au marché de la construction sable, concassé, asphalte, ciment, tuyaux et blocs de béton.

À ses débuts, la carrière Miron en était une de calcaire. À l'époque, les « Pieds noirs » cassaient la roche pour y extraire le calcaire et le transformer en béton, servant à la construction des édifices du centre-ville de Montréal.

Au tournant des années cinquante, plus de deux cent personnes travaillent à l'extraction du calcaire. Elles tirent une grande satisfaction à travailler à l'édification de la ville.

« C'est de ce trou-là que sort Montréal. La gare centrale, l'hôpital Sainte-Justine, la voie maritime du Saint-Laurent, la place Ville-Marie et le complexe Desjardins... C'est notre béton... » (La Presse, 9/6/1984), racontent Louis et Jacques qui ont respectivement travaillé 26 et 11 ans chez Miron.

La carrière laisse place au site d'enfouissement

Bien que cette carrière ait causé bien des maux aux résidents du quartier; on remarque qu'à une certaine époque, travailler chez Miron était synonyme de fierté pour plusieurs.

Pendant près de soixante ans, le sol de la carrière s'est vidé et en 1968, les propriétaires décident de la transformer en site d'enfouissement des déchets domestiques.

De 1968 à 1988, le dépotoir Miron est prospère, on y enfouit des millions de tonnes de déchets de toutes sortes. Dans les années 80, entre 500 et 1 000 camions transportant des déchets circulent dans le quartier pour se rendre au dépotoir Miron.

En 1984, la ville de Montréal acquiert le site d'enfouissement. L'avenir de ce dernier reste incertain.

Le 17 avril 1988, la population de Saint-Michel assiste à la chute de l'un des symboles ayant marqué l'histoire du quartier par la démolition des deux imposantes cheminées de l'incinérateur Miron.

Il faudra cinq tentatives afin d'arriver à mettre à terre les deux cheminées.

Cette résistance des cheminées n'est pas sans rappeler celle des citoyens à l'endroit de la présence de Miron dans leur quartier. En effet, depuis le début des années soixante, la plupart de luttes citoyennes se sont faites contre la présence des carrières Miron et Francon et surtout du site d'enfouissement.

Les associations se sont succédées au fil des ans pour s'opposer aux problèmes qu'elles ont apportées dans le quartier : circulation lourde, bruit, pollution et odeurs fétides.

Finalement, la ville décide de fermer le dépotoir Miron en 2000 pour la transformer en complexe environnemental. Les déchets domestiques sont redirigés vers les sites de Lachenais, Sainte-Geneviève, Sainte-Sophie des Laurentides et de Saint-Nicéphore.

La carrière Francon

L'histoire de la carrière Francon est quant à elle bien différente de celle de sa voisine Miron. Également entrée en fonction au début du siècle sous le nom de la carrière Dupré, elle sera pendant longtemps la propriété de la National Quarrie lors de la majeure partie de son existence.

Contrairement à Miron, Francon ne sera utilisée que pour l'extraction de la pierre. En 1984, la ville en fait l'acquisition et sert depuis de site de dépôt pour les neiges usées de la ville.

Aujourd'hui, le site de la carrière Francon est l'objet de convoitises afin d'en transformer une partie du site un vaste complexe commercial.

Pourquoi ces rues portent-elles ces noms ?

Chaque rue a son nom et chaque nom a son histoire! Découvrez le pourquoi de la dénomination de quelques rues de Saint-Michel...

La rue Charland : Le nom de cette rue provient de Louis Charland, ayant vécu entre 1722 et 1813. Arpenteur de profession, il sera le premier inspecteur municipal des chemins, rues et ruelles à Montréal. En 1799, il a préparé les plans du Palais de justice et en 1808, ceux de la prison de Montréal.

Le boulevard Saint-Michel : Jadis appelé montée Saint-Michel ou chemin Saint-Michel, il constituait le principal axe nord-sud de ce secteur menant à la côte Saint-Michel (l'actuel boulevard Crémazie) et au-delà, au nord de la ville, Sault-au-Récollet. Cette voie est connue sous le nom de boulevard Saint-Michel depuis 1969.

La rue François-Perrault : Elle tire son nom de l'homme politique, fonctionnaire, philanthrope et éducateur, Joseph-François Perrault (1753-1844). Il prôna l'instruction gratuite et obligatoire pour tous et n'a cessé d'ouvrir des écoles pour les garçons et les filles.

Le boulevard Robert : Il emprunte son nom au patriote Joseph-Jacques Robert (1757-1839), cultivateur du village de Saint-Philippe. Il meurt sur l'échafaud le 18 janvier 1839, avec onze autres patriotes.

Le nom du quartier Jean-Rivard : Inspiré du héros du roman d'Antoine Gérin-Lajoie, Jean Rivard se voit contraint d'abandonner ses études, son village et sa famille pour se faire colon. Ses efforts sont couronnés de succès : un village ayant surgi de la forêt, Jean Rivard est élu maire, puis député. Il renonce cependant à cette gloire pour se satisfaire des joies de la terre. Le roman, publié en deux parties, Jean Rivard – défricheur (1862) et Jean Rivard – économiste (1864), est réédité à plusieurs reprises par le Conseil de l'instruction publique qui le distribue alors aux étudiants.

Sources :

- * CLSC Saint-Michel
- * Fonds de la cité de Saint-Michel
- * Historique du quartier Saint-Michel, Carrefour populaire Saint-Michel, mars 1990
- * Journal communautaire Le Monde, mai 1990
- * Science presse, www.sciencepresse.qc.ca/dossiers/Miron.html
- * Vision Montréal, www.visionmtl.com/septieme/11peti.htm
- * Vivre Saint-Michel en Santé, Saint-Michel : une vision du quartier

- **Pierre Brassard - Journal le Monde, édition octobre 2003**